Numéro 30

# La Plume

Septembre 2019

www.laplumedauphine.fr

## VIVRE AU FUTUR

La Plume

Journal de l'Université Paris-Dauphine - bisemestriel gratuit

n° 30

Université Paris-Dauphine
Place du Maréchal de Lattre de Tassigny
75775 Paris Cedex 16, France
Association loi 1901

# Édito

À une nouvelle année, une nouvelle équipe. En juin dernier, avant de prendre du repos, l'équipe de La Plume a élu un nouveau Bureau. Celui-ci est désormais en charge de la belle mission de vous informer et de débattre, tout en vous proposant des rencontres tout au long de l'année 2019/2020. Pour le numéro de rentrée, nos rédacteurs se sont intéressés aux modes de vie futurs auxquels nous allons devoir nous conformer, d'ici quelques années.

Dans ce dossier qui nous projette dans l'avenir, nous vous proposons un mélange de récits d'anticipation, qui un jour peut-être deviendront réalité, et d'interview sur les modes de vie, qui aujourd'hui restent en marge, mais auront tendance à se généraliser.

Le thème choisi s'inscrit dans l'enjeu d'actualité qu'est le changement climatique et toutes ses conséquences sur notre habitat et nos modes de consommation.

Toute l'équipe de La Plume vous souhaite une belle rentrée et une bonne lecture de notre 30ème numéro.

Julien ROBIN,
Rédacteur en chef

Fatine TAHLIL,
Présidente

**Directrice de publication :** Fatine Tahlil
**Rédacteur en chef :** Julien Robin
**Co-rédacteur en chef et responsable du dossier :** Léo Dietsch

**Mise en Page**
Léo Dietsch, Fleur Karkegi, Philippine Richer, Louis Roy, Inès Te, Lara Voisin

**Impression :** Chevillon Imprimeur

— Conseil d'administration —
**Présidente** : Fatine Tahlil
**Secrétaire Générale** : Inès Te
**Trésorier** : Léandre Bierré
**Rédacteur en chef** : Julien Robin
**Responsable technique, communication et création** : Fleur Karkegi
**Responsable vie associative et partenariats** : Mélissandre Archimbaud

— L'équipe —
Elisa Aidan, Mélissandre Archimbaud, Jeanne Bessière, Léandre Bierré, Clara Cerrato, Victor Chen, Paul Chevret, Lorraine Chouteau, Youssef Chraibi, Marie David, Mickael de Sousa, Léo Dietsch, Eléonore Dubray, Louis Fonteneau, Camille Garry, Fleur Karkegi, Guillaume Lalau, Lisa Laurence, William Lee, Gabrielle Lévy, Philippine Richer, Julien Robin, Louis Roy, Fatine Tahlil, Robin Taillefer, Inès Te, Iris Valet, Lara Voisin, Yannis Zitouni.

— Nos partenaires —
Dauphine | PSL
UNIVERSITÉ PARIS

# SOMMAIRE


**ACTU DAU** ---------- page 4

• Dauphine : 50 ans, et maintenant ?

**DOSSIER** ---------- page 6

VIVRE AU FUTUR

• Le quotidien d'un étudiant en 2050
• La famille (presque) zéro déchet
• Marre de Paris ? Pars vivre sur Mars !

**INTERNATIONAL** ---------- page 10

• La dette japonaise : miracle ou désastre annoncé ?

**DÉCRYPTAGE** ---------- page 12

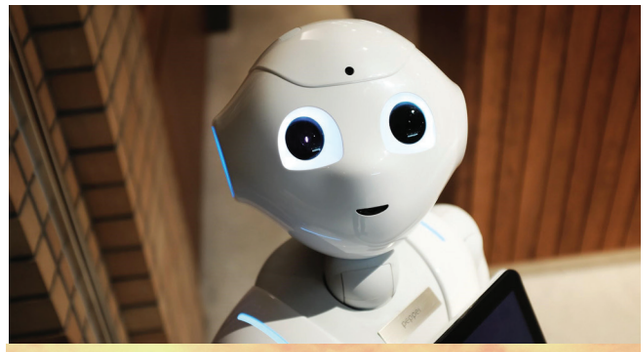
• « J'fais repérage de stages sur les réseaux, pouloulou», par les Dauphinois

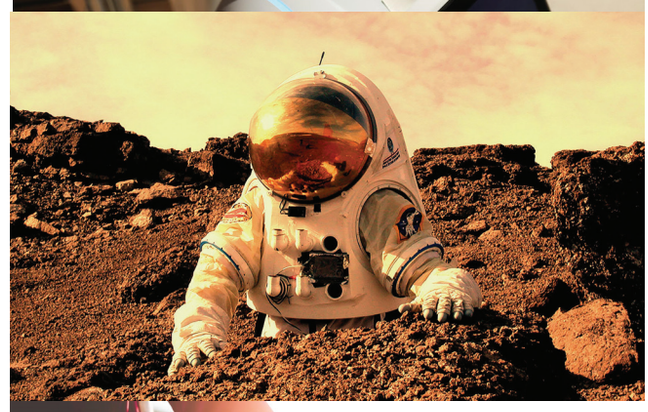
**SPORT** ---------- page 13

• Le festival de CAN

**CULTURE** ---------- page 14

• Les 60 ans du ministère de la Culture, entre ambitions et déceptions



RETROUVEZ-NOUS !

La Plume

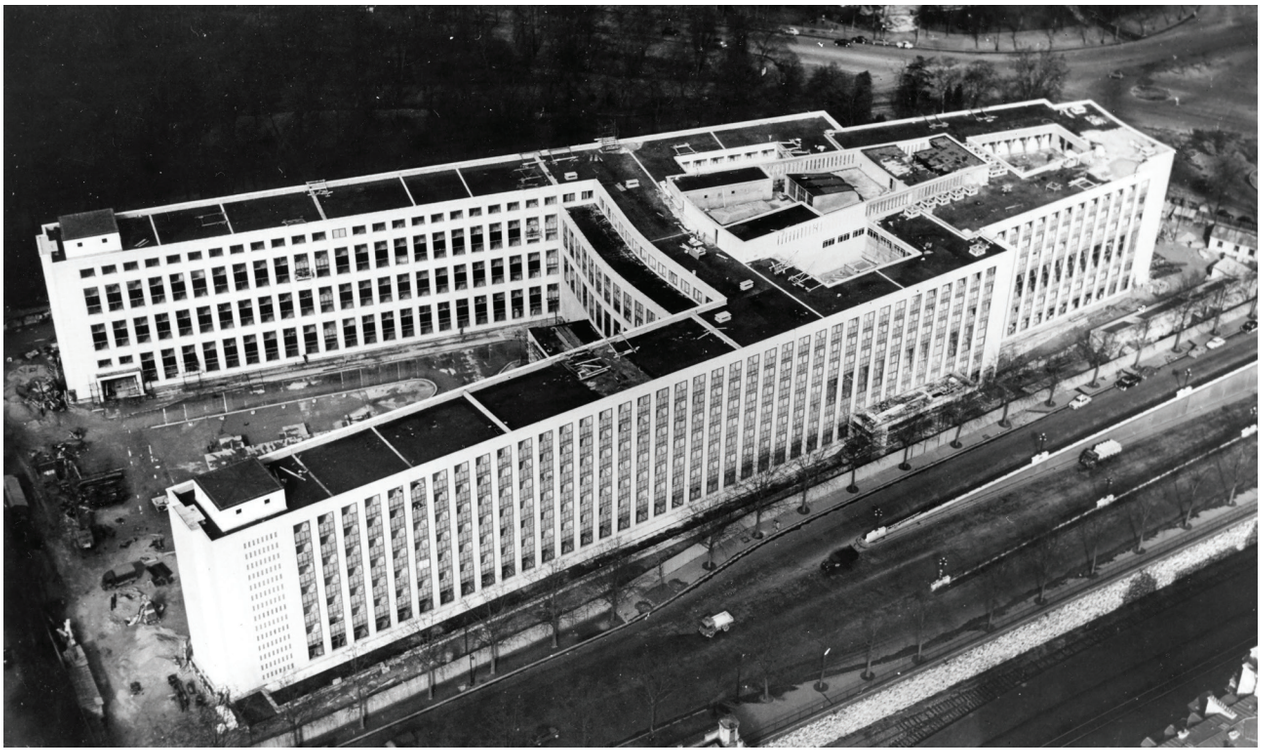
www.laplumedauphine.fr

contact : laplumedauphine@gmail.com


La Plume est un journal d'opinion et, à ce titre, n'est pas tenu de présenter des articles neutres et impartiaux. Le contenu de ce journal est indépendant de la direction de l'Université et des associations étudiantes. Les textes n'engagent que l'auteur et ne reflètent en aucun cas l'opinion de l'Université Paris-Dauphine, de PSL Research University ou des autres collaborateurs du journal.


- ISSN 2260-9857


Textes et images tous droits réservés à La Plume.



Le campus de la porte Dauphine à la fin de sa construction en 1957. L'aile Sud sera ajoutée en 1994, et une aile centrale verra le jour d'ici 2025.

# Dauphine : 50 ans, et maintenant ?

Alors que l'année universitaire 2018-2019 a été marquée par les 50 ans de l'université Paris-Dauphine, l'année qui commence va voir la réalisation des engagements de l'université. En première ligne : le développement de l'offre de formations et le rayonnement international de Dauphine et de PSL.

Le Jubilée de l'université, fêté tout au long de l'année universitaire précédente, a voulu marquer par les ambitions affichées par la Présidente, Isabelle Huault. Une levée de fonds record pour la fondation a pour objectif de récolter 50 millions d'euros jusqu'en 2024, notamment pour le développement du programme « Egalité des Chances », l'augmentation du nombre de logements étudiants ou encore le développement international.

La rentrée 2019 marque le début des changements de l'université. Avec des nouvelles formations, Paris-Dauphine tente de suivre les grandes évolutions du monde professionnel et de la recherche, avec au programme Big Data, franco-allemand et coopération avec PSL.

> « Dauphine souhaite développer le trilinguisme des étudiants. Un atout important, à même de faire la différence sur un CV. »

### Quantitative Economics

Nouveau programme de Master cette année, axé sur la recherche. Avec des cours entièrement dispensés en anglais, le master souhaite attirer non seulement des dauphinois, mais également des diplômés d'autres universités, et des étudiants étrangers. Avec des enseignements en Microéconomie, Macroéconomie et Econométrie, les étudiants sont préparés aux grands enjeux de l'économie au sein des organisations publiques et privées.

Mais qui dit Master de recherche ne dit pas forcément Doctorat. Selon l'université, il permet également d'intégrer des institutions internationales (FMI, BCE) mais également des institutions financières privées et des grandes entreprises. L'université met d'ailleurs en avant dans sa communication un sondage réalisé parmi les diplômés de master de la promotion 2016, selon lequel un salaire médian de 38 500 euros est promis à la sortie. On notera toutefois que le master Quantitative Economics n'était alors pas encore créé...

### Double licence franco-allemande

Dans l'ombre des Bachelors de Londres ou Madrid se cache la licence franco-allemande de Dauphine. Cette nouvelle double-licence en Gestion ou Economie Appliquée vise à remplacer à terme le double-diplôme en Economie appliquée avec la Goethe Universität de Francfort, mais également le double-diplôme en gestion avec la DHBW de Mannheim, lancé en 2016. Dauphine a fait le choix d'un partenaire de confiance, avec qui la relation est établie de longue date, pour lancer ce nouveau programme.

Contrairement au double-diplôme avec la DHBW de Mannheim, la formation ne se fera pas en alternance, en raison de la complexité à trouver des contrats d'apprentissage sur une période de 3 ans. A la place, les étudiants feront des stages, dont un stage long en 3ème année.

Avec des cours dispensés à la fois en français, anglais et allemand dès la première année, Dauphine souhaite développer le trilinguisme des étudiants. Un atout important, à même de faire la différence sur un CV.

### De nouveaux parcours de M2

En diversifiant son offre de formation en 2ème année de Master, Dauphine s'adapte aux grandes évolutions du monde professionnel et de la recherche.

Le Master « Management et Organisations » accueille également un nouveau parcours en M2, avec la création du parcours « Conception et innovation en management ». Il s'intéresse aux évolutions des organisations et aux changements de la pratique managériale. Il forme notamment aux métiers du conseil en organisation et en conduite du changement.

Le parcours « Politiques Urbaines et Gouvernance des Territoires » du master « Politiques Publiques » élargit les domaines de formation de l'université. Le nouveau parcours se penche sur des thématiques de l'aménagement du territoire, mais également sur les évolutions des modes de gouvernance des villes. Dans une période aux enjeux cruciaux, le défi environnemental, des transports ou de la dimension sociale, Dauphine souhaite former les experts qui penseront la ville de demain.

### Dauphine à l'ère du numérique

Parmi les parcours du Master « Système d'Informations et Réseaux Numériques », le nouveau programme Big Data se penche sur les changements du monde professionnel face aux enjeux des données. Avec l'arrivée des nouvelles technologies, l'exploitation de grandes quantités de données a changé le fonctionnement des entreprises, à la fois sur les processus de production et dans les décisions managériales.

> « L'université souhaite se positionner comme une université d'excellence dans la formation et la recherche dans les domaines des nouvelles technologies. »

Ce nouveau parcours s'inscrit dans les rails de la création du projet « Dauphine numérique ». Le programme vise à créer des travaux transdisciplinaires, qui tiendraient compte à la fois des aspects informatiques, économiques, sociaux, politiques et d'autres, dans l'intégration des nouvelles technologies dans le monde professionnel. Dans cette optique, l'université souhaite se positionner comme une université d'excellence dans la formation et la recherche dans les domaines des nouvelles technologies.

Dans sa communication, Dauphine se permet ainsi de citer son alumni Cédric Villani, lauréat de la Médaille Fields (plus haute distinction de mathématiques), député et rédacteur en 2018 d'un rapport gouvernemental sur l'intelligence artificielle : « Les formations de très haut niveau existantes ne suffiront pas. Il s'agit également de penser des interfaces entre les formations (...) et dans d'autres matières ».

En coopération avec les autres membres de PSL, la deuxième année du Master « Sciences Economiques et Sociales » ouvre ses portes. Le master, enseigné à Dauphine, l'Ecole des Mines et l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) a été créé l'année dernière, sous l'impulsion des trois membres de PSL. Intitulé Institutions Organisations Entreprises et Société (IOES), il vise à former des experts en recherche dans les domaines de l'économie et de l'organisation des institutions publiques et privées.

### Mais également à Dauphine en 2019...

Mises à part les nouvelles formations à Dauphine, la rentrée 2019 marque le début des travaux tant attendus du campus historique situé Porte Dauphine. Les travaux devraient débuter cette année, et finir en 2025. Au programme notamment : la création d'une nouvelle aile, parallèle à l'aile A, scindant la cour d'honneur en deux parties. Cette nouvelle aile devrait accueillir 4000 m² de bureaux, de salle de cours et un learning center de 1500m2.

Changement de locaux également pour Dauphine Londres. Le campus délocalisé de Dauphine, ouvert en 2014, déménage proche de la Gare St Pancras (direct depuis Gare du Nord). L'ancien campus n'était pas adapté à l'augmentation du nombre d'étudiants du programme, et faisait l'objet de plaintes de la part des étudiants. Il est notamment plus proche du campus de l'University College London (UCL), où certains cours sont dispensés.

Si l'année 2019 ne voit pas encore les effets immédiats des annonces et promesses faites lors des 50 ans de l'université, on distingue certaines tendances. Avec la diversification des formations, Dauphine, et plus largement PSL, souhaite se positionner en tant que référence dans les domaines du management, des nouvelles technologies mais également du domaine politique. Dauphine souhaite également se positionner en tant qu'université ouverte sur l'Europe et sur le monde, avec ses campus délocalisés et ses double-diplômes. Et enfin, l'université se veut moderne, et souhaite s'adapter aux évolutions sociétales.

La rentrée 2019 marque surtout l'arrivée de nouveaux étudiants, de la licence au master. La rentrée universitaire marque les esprits des étudiants. Dans une université rythmée par l'intégration des nouveaux arrivants, des soirées et des week-ends d'intégration, les associations répondent présent pour accueillir les nouveaux venus, et les intégrer à leur structure. Les nouveaux venus font face à un choix crucial auquel nous n'avons qu'une réponse : rejoignez La Plume !

Léandre Bierré, M1 Finance

DOSSIER

# Vivre au futur

## Le quotidien d'un étudiant en 2050

"Bip, bip ! Il est 8h30." s'élève la voix de Matilda, l'assistante domotique. "Quel temps aujourd'hui?" demande Ezio, encore un peu assommé. "Ce jeudi 26 septembre 2050, la température sera de 25°C ce matin. La maximale sera de 31°C cet après-midi, avec un ciel ensoleillé toute la journée. L'indice pollution sera de 138, pollution très élevée, pensez donc à prendre votre masque à particules fines."

Une fois douché et habillé, Ezio enfile, comme presque tous les jours d'été, son masque anti-pollution avant de fermer la porte. Il enfourche un vélo électrique afin de se rendre en cours. Même si seuls les véhicules électriques sont autorisés dans l'enceinte de la capitale, la pollution constitue toujours un danger. Avoir le permis est d'ailleurs de moins en moins courant puisque 80 % des voitures sont désormais autonomes.

Son professeur de macroéconomie aborde aujourd'hui le thème de la guerre autour des métaux rares et de toutes les externalités négatives qu'ils engendrent. Lithium, gallium, cobalt... Ils sont indispensables à la fabrication d'appareils électroniques (téléphones, panneaux solaires, batteries de voitures). Depuis 30 ans, l'Europe dépend uniquement des importations et du recyclage de matériaux existants. Cette forte dépendance a conduit à l'inévitable affaiblissement de la puissance européenne, tandis que la Chine et le Brésil, responsables de 95 % des très polluantes extractions, sont plus puissants que jamais.

Le soir, avant de rentrer dans son petit logement étudiant, Ezio passe au supermarché. Il déplie son téléphone afin de lancer l'application du magasin. Ici, ni caisse, ni caissiers : il suffit de saisir les aliments dans les étagères et il est automatiquement débité de ses achats à la sortie du magasin.

"Matilda, montre-moi les infos." ordonne Ezio une fois rentré. Sécheresse, feux de forêt, inondations et typhons sont projetés sur le mur de sa chambre. Les nouvelles ne sont pas réjouissantes. L'avènement des pays du Tiers-Monde en tant que puissances mondiales, à l'image du Brésil, sans passer par une croissance durable, a terni tous les efforts des pays développés pour la transition écologique.

10 milliards d'êtres humains, et des taux de fécondité pourtant insuffisants dans l'ensemble de l'Europe et de l'Asie. La population du Japon a été réduite par deux, celles de l'Allemagne et de l'Italie ont aussi bien diminué, malgré des flux migratoires importants.

Le lendemain, il rend visite à sa grand-mère. Comme toujours, elle aime bien lui raconter des anecdotes du passé. Née dans les années 70, elle a connu les voitures à essence et les ours polaires sur la banquise, désormais disparus. Elle était l'une des dernières serveuses humaines du café parisien dans lequel elle a travaillé toute sa vie. À présent, le service est effectué par des robots. Plus fiables, plus rapides, moins gauches.

"Oh tu sais, moi j'aimais beaucoup conduire. Je suis passée à l'autonome quand ma voiture a été interdite. Ce que je comprends d'ailleurs : je roulais en Diesel." "Diesel ?"

Il n'en a jamais entendu parler. La plupart des stations-services sont devenues des bornes de chargement pour véhicules électriques. Les seules qui n'ont pas encore fait faillite ne proposent plus que de l'essence et leurs consommateurs sont très mal perçus par le reste de la population. Même les plus éco-sceptiques utilisent de moins en moins d'essence dont le prix record ne cesse de grimper. Le pétrole est maintenant une ressource tellement rare que son utilisation relève du luxe.

Sa grand-mère lui montre des photographies de sa première voiture. Elle était étudiante à ce moment-là. On la voit rouler malgré la légère couche de neige qui recouvre le sol.

"De la neige à Paris ?" s'étonne Ezio. "Oui, il y avait de la neige de temps en temps, l'hiver, à l'époque. D'ailleurs, je me rappelle

qu'il faisait très froid ce jour-là. Les températures étaient descendues jusqu'à -5°C." Les températures négatives sont maintenant exceptionnelles dans la capitale. Quant à la neige, Paris n'en a pas eu depuis une quinzaine d'années. La France est un pays très touristique pour ses montagnes car la neige se fait rare dans les pays limitrophes. Le tourisme a une place primordiale dans l'économie de l'Hexagone, qui malgré tout peine à retrouver le chemin de la croissance. Aujourd'hui, la plupart des marchés sont dominés par la Chine et l'Inde, les deux premières puissances économiques mondiales.

15h30 : l'heure de la réunion familiale. Le jeune étudiant se rend chez ses parents, à Rueil-Malmaison, par la ligne 15 du métro. Comme tous les ans en fin d'été, il préfère se déplacer en transports en commun l'après-midi car ils sont climatisés. Et en ce mois de septembre, la canicule se fait encore un peu sentir.

"J'ai la sensation de revivre depuis que j'ai ma nouvelle jambe !" se réjouit sa mère. Elle a toujours eu des problèmes de genou, l'empêchant de faire du sport. Ces dernières années, ses douleurs se sont empirées. Elle a donc décidé de se faire implanter une prothèse pour remplacer son genou existant. L'hybridation du corps humain est devenue chose commune et de plus en plus de personnes y ont recours. On ne craint plus les interventions chirurgicales, maintenant que les nanotechnologies sont omniprésentes dans la médecine. Les complications des opérations, même délicates ont été considérablement réduites.

"Comme ce n'était qu'une opération bénigne, le chirurgien m'a demandé si je l'autorisais à utiliser un robot pour la réaliser. Mais j'ai peur de l'automatisation de la chirurgie, même si je sais que les risques sont très faibles."

La recherche a révolutionné la médecine. La grande majorité des handicaps peut être palliée grâce aux implants ou à la manipulation génétique. Par exemple, la malvoyance est systématiquement corrigée par l'implantation de rétines artificielles.

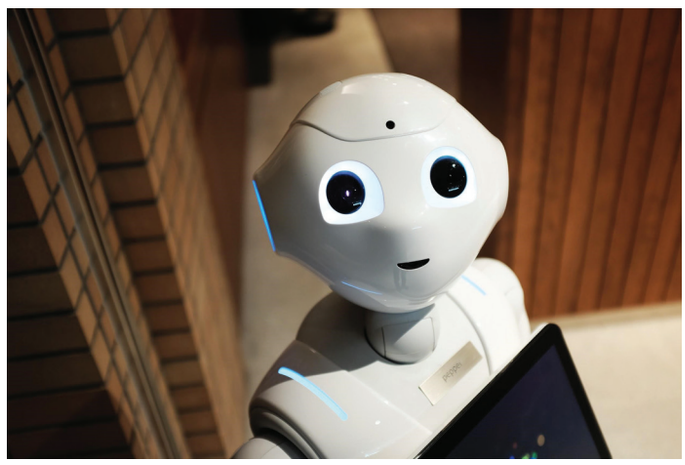
"Une de mes collègues est fortement contre toute cette robotisation." raconte son père. "C'est celle qui n'aime pas les changements génétiques ?" "Oui, elle avait été indignée d'apprendre que nous avions modifié l'ADN de nos enfants avant leur naissance. Alors que nous avons seulement choisi la couleur de vos yeux !"

Ezio a rendez-vous pour dîner au restaurant avec sa famille. Devant la porte, un écran affiche "23 places restantes". Un robot les accueille à l'entrée. La mère de l'étudiant indique qu'ils ont besoin d'une table pour 4 personnes. Deux tablettes y sont disposées et affichent le menu. Chacun sélectionne le plat de son choix. Comme dans tous les autres restaurants, les mets à base de viande sont très chers. L'élevage étant un des secteurs les plus pollueurs et les plus demandeurs en eau, réduire la consommation de viande est une priorité mondiale depuis deux décennies.

Une fois les plats prêts, un robot identique au précédent est programmé pour venir les apporter à table. Le repas terminé, ils l'indiquent grâce aux tablettes. Le robot revient débarrasser la table. Tout le monde repose son assiette sur la surface prévue à cet effet et l'automate annonce le montant de l'addition en affichant un QR code. Ezio sort son smartphone pour effectuer le paiement mobile, une demie seconde s'écoule avant que le signe de confirmation s'affiche sur son écran.

De retour chez lui, il consulte l'actualité sur internet. Grâce au système gouvernemental de filtration de fake news, il sait que n'importe quelle source est fiable. Il ouvre le premier article qu'il trouve : "Climat, technologie, économie… à quoi ressemble le monde de demain ? Voici la vie en 2080".

Lorraine Chouteau, M1 AID
Elisa Aidan, M1 Finance



# La famille (presque) zéro déchet

Selon l'Ademe, en 2015, les français ont produit en moyenne 437kg par habitant de déchets ménagers, un chiffre en baisse de 0,3% en 10 ans. Si les couverts jetables seront interdits en 2020, certains ont d'ores et déjà choisi d'aller encore plus loin. C'est le cas de la famille de Mouylang qui est passée au (presque) zéro déchet.

**Pourquoi avoir décidé de passer au (presque) zéro déchet ?**

C'est une démarche que j'ai adopté par conviction écologique mais aussi pour la santé de ma famille. J'ai toujours été quelqu'un de manuel et qui aime cuisiner. Je me déplace au maximum à pied ou en transport en commun. Mais comme tout le monde je faisais mes courses au supermarché. L'une de mes filles étant allergique, j'ai remarqué que l'on jetait énormément de mouchoirs. Et je me suis dit « il faut changer quelque chose ». En lisant des livres et en regardant des reportages, j'ai petit à petit remplacé tous les éléments jetables par des choses réutilisables, à commencer par les mouchoirs. Aujourd'hui, cela fait environ 1 an que nous sommes passés au presque zéro déchet. Je précise « presque » car il y a toujours des choses que l'on jette. On est passé d'un sac poubelle de 50 litres par semaine à un sac de 10 litres pour une famille de 4 personnes. Et nous avons un compost pour les déchets organiques.

**Comment fais-tu tes courses ? Arrives-tu toujours à trouver des commerçants qui acceptent de remplir tes contenants ?**

J'ai beaucoup de contenants : des bocaux ou des sacs en tissu. Tout est lavable et réutilisable. Je fais mes courses dans des magasins de vrac, au marché, mais je continue à aller chez les commerçants traditionnels. Simplement, je leur donne mes contenants à la place d'utiliser les emballages habituels. Certains commerçants étaient un peu surpris au départ, d'autres étaient habitués. Au niveau des produits, il y a certaines choses que l'on a encore du mal à trouver en vrac ou sous forme de consigne comme le lait, donc nous continuons à les acheter au supermarché. Mais lorsque je veux prendre un café à emporter, je leur demande de remplir mon contenant. D'ailleurs Starbucks fait une réduction de 0,30 euros si l'on apporte son thermos !

**Ce changement a-t-il été difficile à opérer pour les filles (de 6 et 11 ans) ?**

Non, car je cuisinais déjà beaucoup. Certes, il n'y a plus de soda, plus de gâteaux industriels, mais de toute manière sont-ils vraiment utiles ? Si les filles veulent des mikados, des oréos, il n'y a pas de souci, on les fera nous-même.

Je veux aussi transmettre cela à mes filles, les faire participer à ce qu'elles mangent et utilisent au quotidien. Aujourd'hui, les gens sont souvent passifs. On achète, on consomme, on jette. Au contraire, je veux montrer à mes filles que l'on peut réutiliser les objets et en fabriquer soi-même.

**Ramenée à toute la population française, ta démarche reste très marginale, penses-tu qu'elle va finalement servir à quelque chose dans cette société d'hyperconsommation ?**

C'est sûr que c'est décourageant quand on voit qu'on est les seuls à adopter ce type de démarche. Je le vois dans mon entourage, c'est encore très difficile pour eux. On est tellement conditionné par les produits « tout préparé » que l'on oublie comment faire les choses par soi-même. C'est sûr que cela demande de l'organisation : il faut prendre ses contenants et il faut prendre du temps pour préparer ses repas soi-même. Il y a encore un bon chemin à parcourir pour que le « zéro déchet » se diffuse réellement à toute la société. Mais lorsque l'on connaît les conséquences de notre mode de consommation sur notre santé et sur la planète que l'on va laisser à nos enfants, il faut se faire violence. C'est à chacun de faire des efforts pour réduire ses déchets par des gestes simples, comme utiliser des serviettes de table, des mouchoirs en tissu ou une gourde. Finalement, on revient un peu aux modes de consommation d'avant.

> « On est tellement conditionné par les produits « tout préparé» que l'on oublie comment faire les choses par soi-même. »

*NDLR : Pour les plus réfractaires au zéro déchet qui utilisent l'argument d'une augmentation de la consommation d'eau liée aux objets réutilisables : sachez que, par exemple, la fabrication d'une bouteille en plastique d'1L nécessite l'utilisation d'1,5L à 2L d'eau. Alors que laver sa gourde n'en nécessite que moins d'1L.*

Interview réalisée par Inès Te, L3 Droit -Management et gestion des organisations

# Marre de Paris ? Pars vivre sur Mars !

Depuis des décennies, la planète Mars déchaine les passions et nourrit les imaginations. Qu'on la soupçonne d'être peuplée d'extraterrestres ou d'avoir autrefois abrité la vie, elle est présente dans de nombreuses œuvres de science-fiction et au cœur des recherches scientifiques actuelles. Quel est encore le chemin à parcourir pour faire de Mars une de nos conquêtes spatiales ?

Mars, c'est une planète aride constituée de dunes, de cratères, de canyons et de calottes polaires. Pas de champ magnétique ni de source d'eau liquide, une température moyenne avoisinant les -63°C et une atmosphère ténue qui en font un environnement hostile à toute installation humaine. Et pourtant, c'est l'astre qui présente le plus de similitudes avec notre bonne vieille planète Terre.

En février 2018, six astronautes analogues ont participé à AMADEE-18, la 12e mission de simulation de vie sur Mars menée par le Forum spatial autrichien dans le désert d'Oman. Les études et innovations se multiplient pour permettre, dans quelques années, de poser le pied sur Mars.

Aucun envoi vers Mars ne peut avoir lieu en dehors des fenêtres de tirs ouvertes depuis la Terre tous les 26 mois. En marge de ces fenêtres, le coût énergétique du transport devient très rapidement prohibitif avant d'être technologiquement impossible. Après neuf mois de voyage, nous voilà sur Mars, un monde vide, plein de potentiel, où tout est à créer…

Premier défi, la **production d'énergie**. Sur Mars, en raison de la très faible pression atmosphérique, lors des plus fortes tempêtes à 300km/h, les vents ont une force ressentie de 50km/h seulement. En temps normal, donc, impossible de compter sur l'éolien. Quant à l'énergie solaire, elle ne pourra être qu'une source d'appoint. Etant donné la faible irradiance de la planète rouge (3 fois moindre que sur Terre), il faudrait faire venir une quantité considérable de panneaux depuis la Terre. Or, chaque kilo envoyé dans l'espace coûte une fortune et la plus grosse fusée à l'étude, la BFR d'Elon Musk, ne pourra transporter que 100 tonnes.

Reste alors le nucléaire. Le **Kilopower**, centrale nucléaire portative conçue par la NASA, dispose d'un réacteur de la taille d'une boîte de conserve et dégage assez d'énergie pour alimenter deux foyers américains moyens sans interruption ni ravitaillement pendant dix ans. Les premiers tests réalisés en janvier 2018 dans le Nevada auraient été une réussite.

Un deuxième défi réside dans la **protection contre les rayonnements cosmiques**. L'absence d'atmosphère et de magnétosphère augmente les risques de cancers liés aux rayonnements solaires. Selon une étude menée par l'université de Californie en 2016, un séjour sur la planète rouge pourrait causer de graves et irréversibles séquelles sur le cerveau humain. Une première solution serait de s'enterrer sous Mars. Plus radical, Elon Musk espère terraformer Mars en faisant fondre la glace située aux pôles pour en libérer le $CO_2$ et créer un effet de serre. D'autres chercheurs ont proposé de créer un champ magnétique artificiel, mais ces idées semblent pour l'instant impossibles à réaliser.

Troisième défi : **comment se nourrir, boire et respirer ?** Pour nourrir une seule personne, il faut environ 100 $m^2$ de surface cultivée. La production alimentaire sera essentiellement végétale et devra être pratiquée dans des serres et des aquariums. La lumière naturelle pourrait être insuffisante pendant l'hiver martien austral ou les tempêtes de poussière. De plus, il faudra chauffer les serres pour contrer le froid martien. Les premières expériences ont déjà montré qu'il serait possible de faire pousser des pommes de terre, comme dans *Seul sur Mars*.

On sait depuis longtemps que Mars contient de l'eau. De multiples dépôts de glace ont récemment été localisés, mais parfois à quelques mètres de profondeur. L'extraire, la faire fondre et la purifier consommera beaucoup d'énergie. Autre problème : l'atmosphère de la planète rouge est constituée à 96% de $CO_2$, avec seulement 0,13% d'oxygène contre 21% sur Terre. MOXIE, instrument développé par la NASA pour transformer le $CO_2$ en $O_2$, pourrait permettre de produire de l'oxygène, à la fois pour respirer et comme carburant pour repartir vers la Terre.

Enfin, comment se loger le plus efficacement possible ? La NASA a lancé un concours dont l'objectif est d'imaginer des habitats martiens en 3D réalisés avec des matériaux locaux. Résistance aux tempêtes de poussière, aux températures glaciales, aux radiations ou maximisation de la lumière sont quelques-uns des critères à intégrer…

Autant de défis à relever qui ne laissent pas présager l'installation humaine sur Mars de sitôt.

Elisa Aidan, M1 Finance

# La dette japonaise : miracle ou désastre annoncé ?

**Alors que le Japon est souvent présenté comme invulnérable aux conséquences négatives d'un surendettement, telles qu'une hausse des taux d'intérêts ou une crise de la dette souveraine, la réalité est plus complexe.**

Loin d'être une exception en termes de gestion de la dette, le Japon est confronté aux mêmes problèmes que les pays européens et applique les mêmes politiques de réduction des dépenses sociales, avec deux particularités : une dette abyssale supérieure à 200 % du PIB depuis 2010, et un vieillissement accéléré de sa population. Si bien que les analyses de la presse soient relativement justes, elles sont – cependant – incomplètes et ne prennent pas en compte certaines caractéristiques particulières de l'économie de l'archipel japonais.

### Le remède japonais

Le pays du Soleil-Levant est souvent pris en contre-exemple de l'argument classique qui veut que l'endettement public soit insoutenable et incompatible avec la croissance. Au premier abord, on peut donner raison à un tel discours, car malgré un endettement évalué à 234 % et un déficit public annuel de 3% en 2017, le Japon continue de se financer à taux très bas (0,049 % en mars 2017[1]) pour les obligations d'une maturité de 10 ans. A titre de comparaison, pour le même type d'obligation, le taux d'intérêt étasunien est de 2,739 %. Quelle particularité permet au Japon de conserver la confiance des marchés ?

On peut l'identifier assez rapidement, là où de nombreux pays ne possèdent pas la totalité de leur dette, la dette nippone est principalement détenue par les ménages ou d'autres agents nationaux, assurant ainsi un certain contrôle de la dette. C'est cette explication qui est reprise par la presse et la plupart des économistes, et sert de fondement à la théorie selon laquelle le Japon ne supporte pas les conséquences habituelles d'un surendettement public. En cherchant un peu, on peut trouver de nombreux articles expliquant que la dette japonaise n'est pas problématique, comme l'a fait *Le Monde*[2], *Les Échos*[3] ou plus récemment le *Wall Street Journal*[4]. Tous ces articles reposent sur le même raisonnement : la détention de la dette en yen par des institutions financières résidentes protège le Japon d'une crise de la dette publique et permet au gouvernement de financer les émissions de dette à taux faible. Il est vrai que 90 % de la dette japonaise est détenue par des résidents japonais, comme la Banque centrale (à 43 %) ou des institutions financières (fonds de pensions, banques privées, assurances) qui en détiennent 26 %. Il est aussi vrai que cela protège le pays contre des attaques spéculatives extérieures, dans la mesure où les investisseurs étrangers ne possèdent pas une part suffisante du total de la dette émise pour influer sur le marché.

> « La détention de la dette en yen par des institutions financières résidentes protège le Japon d'une crise de la dette publique »

La détention de la dette par les résidents isole aussi le Japon des chocs financiers extérieurs : si demain les investisseurs étrangers venaient à faire faillite, cela n'aurait pas d'effets immédiats sur la dette japonaise étant donné la faible importance de ces derniers. Évidemment, en cas de crise financière mondiale, les banques japonaises seraient impactées, et donc le marché obligataire national par la même occasion. Cependant, cela n'empêche pas le marché des obligations japonaises d'être plus résilient que la plupart des marchés obligataires.

### Les apparences peuvent être trompeuses

En apparence la détention de la dette par des résidents serait la méthode miracle pour alimenter sans cesse le déficit public. Toutefois, les apparences sont trompeuses car malgré cela, la réduction du déficit public est un objectif assumé des pouvoirs publics japonais. Ainsi, l'équilibre budgétaire avait été fixé par le ministère des Finances pour 2020 en 2010, cet objectif ne sera pas atteint et a été

1 Debt Management Report 2018, p.125.
2 *Le Monde*, « L'endettement à 250%, souci mineur du Japon », 11 mars 2017.
3 *Les Échos*, « Le Japon va mieux qu'on ne le dit », 21 août 2018.
4 *The Wall Street Journal*, « For Some in Japan, Another Day Older and Deeper in Debt Doesn't Sound So Bad », 30 mars 2019.

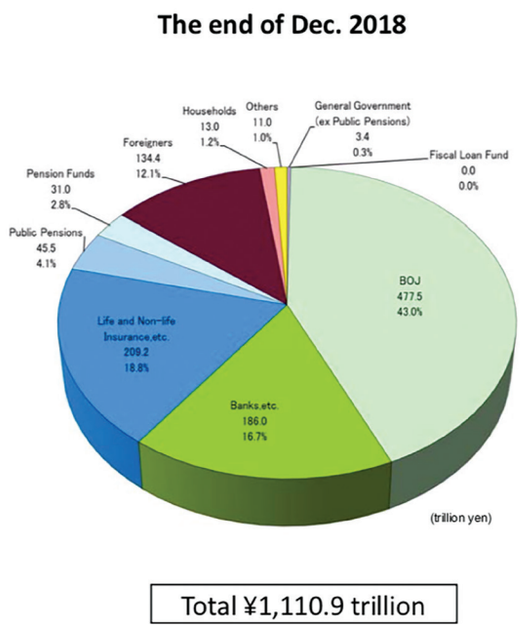



Figure 1 : répartition des bons du Trésor japonais (ministère des Finances japonais)

repoussé à 2025. De même, dans de nombreux rapports et autres documents publics, une hausse de la taxe sur la consommation[5], ainsi qu'une réduction des dépenses sociales sont prévues pour réduire les dépenses de l'État et donc le déficit public. Une réforme de la Sécurité sociale japonaise[6] et du système des retraites sont actuellement en préparation, comme l'explique le Premier ministre Shinzo Abe en faveur d'un départ à la retraite à 70 ans : « Je souhaite réorganiser le système de sécurité sociale pour rassurer tout le monde : enfants, parents, actifs et personnes âgées »[7]. Comment expliquer que la réduction du déficit public soit une priorité alors que nous venons de voir que l'endettement était « un souci mineur » selon *Le Monde* ?

Une première explication réside dans le fait que la société de l'archipel est la plus âgée du monde. Plus exactement, c'est une société « super-âgée » où le taux des plus de 65 ans est supérieur à 21 % depuis 2007. Cela a des conséquences importantes pour l'économie japonaise avec une population active en constante baisse et une diminution de la productivité des travailleurs qui ont tous deux des effets négatifs sur la croissance. De l'autre côté, une population plus âgée implique une hausse du nombre de pensions de retraite versées et plus généralement une hausse de dépenses de santé assurées par l'État. Le vieillissement de la population de l'île diminue ainsi la croissance actuelle et potentielle du pays, tout en augmentant en parallèle les dépenses publiques. A court terme ce double effet n'est pas encore problématique, mais il pose d'importants problèmes de soutenabilité à long terme et explique en partie pourquoi le Japon entreprend dès maintenant de réduire son déficit.

> « Le vieillissement de la population de l'île diminue ainsi la croissance actuelle et potentielle du pays »

5 S. Lechevalier, B. Monfort, Leçons d'une expérience japonaise
6 N. Takayama, Japan's 2012 Social Security Pension Reform, octobre 2012
7 « Au Japon, l'âge légal de la retraite pourrait être repoussé à 70 ans » le Figaro 22/01/2019

Le vieillissement de la population a aussi un effet négatif sur le taux d'épargne. Effectivement, plusieurs économistes ont constaté que le taux d'épargne diminuait avec l'âge des individus (voir graphique). Or, une des conditions pour que le gouvernement nippon puisse écouler sa dette sur le marché national est une épargne nationale élevée. En effet, c'est à travers l'épargne des ménages ou des entreprises que les fonds de pensions, les banques et les assurances, achètent des bons du trésors japonais.

Le vieillissement de la population, en faisant baisser le taux d'épargne des ménages, compromet ce mode de financement de la dette, raison de plus pour le gouvernement de réduire dès maintenant le déficit. Enfin, la Banque centrale japonaise (BoJ) a mis en place depuis 2013 une politique monétaire expansionniste pour inciter les entreprises à investir dans des actifs plus risqués que les bons du Trésor. La BoJ qui possédait 13 % des bons émis en 2013, a augmenté ce chiffre pour atteindre 43 % en 2018, soit une augmentation de 30 points de pourcentage en l'espace de 4 ans.

L'objectif de cette politique est de relancer les gains de productivité en incitant les entreprises à investir dans des projets susceptibles d'accroître la croissance potentielle (l'innovation notamment). Une des conséquences de cette politique, si elle réussit, est de rediriger l'épargne des entreprises vers des actifs financiers différents des bons du Trésor. Cela réduirait mathématiquement la demande de bons du Trésor et pourrait rendre difficile le financement de la dette. En conséquence, si à court terme le Japon ne présente pas de difficulté à financer sa dette publique, la marge d'action du gouvernement est très restreinte et à long terme, il existe un risque important d'insolvabilité de la dette japonaise.

Louis Fonteneau, M2 IOES

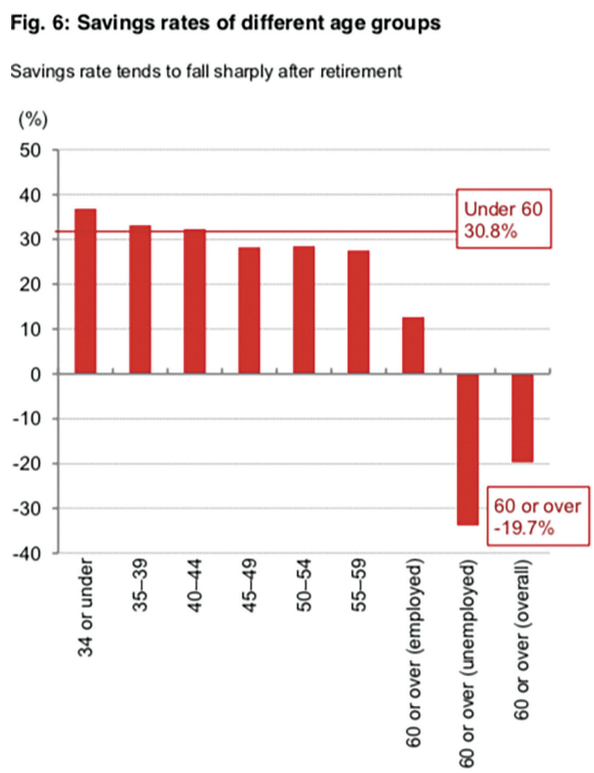



Figure 2 : variation du taux d'épargne selon l'âge (Nomura Securities, octobre 2017)

DÉCRYPTAGE

# « J'fais repérage de stages sur les réseaux, pouloulou », par les Dauphinois

« *Je n'ai jamais passé d'entretien* », se targue à tue-tête Charles-Henri. Que cela soit lors des soirées dauphinoises, des *afterworks*, dans le métro, à la fromagerie, il le répète. C'est à se demander s'il a fait des stages…

Et pourtant. Le CV déjà plus rempli en L2 qu'un élève lambda en stage de fin d'étude, Charles-Henri est un ambitieux endogame qui compte bien se reproduire socialement. Capital économique, capital humain et capital social, Charles-Henri accumule tout ce qui peut l'être.

L'an dernier, il était en stage dans un prestigieux cabinet à la Tour First qui domine la Défense. Un stage d'un mois en L2, de surcroît rémunéré ? Evidemment ! Et parfois même plus que le client, vous savez, la vie étudiante est si précaire… Promu de la machine à café, où il réalisait de loin les meilleurs cafés vanille selon son oncle – qui est également Associé mais cela n'a eu que peu d'importance dans l'obtention de son stage –, à l'imprimante, Charles-Henri a pu développer de nombreuses compétences clefs sur lesquelles il capitalisera tout au long de sa vie.

Les difficultés liées aux stages, ça le touche, oui même lui. Effectivement, il a dû statuer entre le piston de papa en private equity et le piston de Pénélope, cette Sarthoise qu'il a rencontrée dans un club très select et qui lui a proposé un stage en fixed income. Dans tous les cas, ce stage se rapproche plus d'un emploi fictif qu'autre chose. Choisir, c'est renoncer. Ce à quoi il renonce surtout, c'est à l'emploi du terme « piston », il préfère plutôt employer le terme « cooptation ».

Le stage choisi et l'entretien esquivé comme à l'accoutumée, il s'agit à présent de notifier à tous que Monsieur Charles-Henri a un stage non seulement prestigieux mais surtout meilleur que ceux de tous les autres réunis. LinkedIn, nous voilà ! Agile et acteur du changement, Charles-Henri se délecte à modifier son profil, avec une description en anglais, international oblige. Vient alors le moment de grâce : « *Félicitez Charles-Henri pour son nouveau poste de Private Equity at Piston Capital Ltd - Summer intern* ». Pleuvent alors les « *Félicitations !* », « *Bravo !* », « *Bien mérité !* » et enfin le merveilleux « *La chance sourit aux audacieux* ». L'obtention de son stage est incontestablement une ode à la méritocratie. « Bravo », pour quoi ? d'avoir réussi l'exploit d'obtenir un tel stage sans passer un quelconque entretien, une véritable prouesse. « Félicitations », à qui ? aux parents, qui ont réussi à trouver ce stage au fiston en ayant tout de même dû passer un unique coup de fil à une connaissance. Puisque « les vrais reconnaissent les vrais », Charles-Henri et ses camarades s'échangent avec humour le fameux «la chance sourit aux audacieux » car ils savent tous que tout ce qui leur arrive est mérité.

> Vient alors le moment de grâce : « *Félicitez Charles-Henri pour son nouveau poste de Private Equity at Piston Capital Ltd - Summer intern* »

Prisonnier de son avenir, ses stages de césure et son premier emploi sont déjà déterminés. Lassé de laisser aucune place à l'imprévu, Charles-Henri regrette parfois de ne pas avoir connu la stimulation d'envoyer plus de 50 CV pour un résultat très incertain. Pas si favorisé cette fois le favorisé…

Ce Charles-Henri, c'est lui, c'est toi, c'est moi. Mesurons la chance que la plupart des Dauphinois ont. Tout n'est qu'une question de mesure. Nous le sommes tous plus ou moins à différents degrés, (mal)heureusement.

Louis Roy, M1 CARF

# Le Festival de CAN

Cela a été l'événement sportif le plus suivi de l'été, la Coupe d'Afrique des Nations a su captiver les passionnés de football.

Organisée cette année en Égypte et réunissant 24 pays participants, la CAN est assurément une compétition de grande ampleur, mais elle ne fut malheureusement pas un succès en terme d'affluence dans les stades. En effet, alors que le pays d'accueil avait mis à disposition des stades pouvant accueillir jusqu'à 70 000 personnes, les supporters sur place n'étaient pas aussi nombreux, avec une moyenne de seulement 5 000 spectateurs présents par match.

Plusieurs raisons pourraient expliquer ce manque flagrant de public, la première étant que l'Égypte n'était pas prédisposé à acceuillir cette 32ème édition de la CAN puisque le Cameroun avait initialement été désigné, mais s'est vu retirer l'organisation de l'évènement en raison de retards dans les travaux et l'aménagement des infrastructures ainsi que l'insécurité dans plusieurs régions du pays. Ainsi, l'Égypte s'est vu attribuer ce rôle d'organisation à la dernière minute, en décembre 2018, ce qui a contraint les supporters à effectuer tous les changements nécessaires dans leur séjour pour pouvoir assister à la compétition.

La deuxième raison pouvant expliquer le faible nombre de supporters présents sur place est le prix des billets d'entrée. Échelonnés de 100 livres égyptiennes (environ 10 euros) à 600 livres (30 euros), les tarifs ont provoqué la colère des amateurs de football. Les observateurs ont estimé que ces prix étaient nettement disproportionnés compte tenu des revenus moyens dans les pays africains. Au-delà de la faible fréquentation des stades, le tournoi a tenu ses promesses au niveau sportif. L'équipe de Madagascar, en sa qualité d'outsider, a particulièrement été remarquée car elle a réussi à atteindre les quarts de finale, alors même que c'était sa première participation à la compétition. Les Béninois ont, eux aussi, beaucoup surpris, en arrachant une victoire décisive à l'équipe du Maroc, passant ainsi le premier tour de la CAN pour la première fois de leur histoire. Cependant, plusieurs sélections ont également été à la source de déceptions comme l'Égypte, vice-champion en titre, tenu en échec par l'Afrique du Sud en quarts de finale. C'est aussi une « déception et frustration immenses » qui ont submergé les supporters sénégalais suite à la défaite de leur équipe en finale, cette dernière avait pourtant toutes les clés en main pour remporter cette compétition, avec un collectif très talentueux ayant à sa tête l'attaquant de Liverpool Sadio Mané.

En France, la compétition sportive a reçu un engouement sans précédent et a fait l'objet de nombreux débats au sein de l'opinion publique. L'équipe nationale algérienne, qui a remporté le titre, a été vivement encouragée, notamment par les ressortissants algériens se trouvant sur le territoire français ou encore les citoyens français d'origine algérienne. Toutefois, avec des dizaines de milliers de supporters sortis dans les rues afin de célébrer cette victoire, des débordements ont été observés dans plusieurs villes françaises.

> « En France, la compétition sportive a reçu un engouement sans précédent et a fait l'objet de nombreux débats au sein de l'opinion publique »

À Paris, Marseille, Lyon ou encore Montpellier, quelques incidents ont émaillé l'ambiance festive et joyeuse. Au total, lors de cette nuit de festivités, 198 personnes ont été interpellées et 177 ont été placées en garde-à-vue selon le ministère de l'intérieur français. Ces évènements ont provoqué un bon nombre de réactions virulentes sur les réseaux sociaux et notamment sur Twitter, ouvrant la porte aux propos haineux et racistes. Certains internautes ont contesté la sortie dans les rues des supporters algériens, d'autres ont demandé des interventions policières de grande envergure et il y en a même qui ont contesté le port de drapeaux étrangers.

Cette Coupe d'Afrique des Nations aura donc été haute en couleurs et s'est révélée prometteuse pour l'avenir des équipes nationales africaines. Les prochaines éditions se dérouleront en Côte d'ivoire pour l'année 2021 et en Guinée pour 2023.

Fatine Tahlil,
L3 Management et Gestion des organisations

# Les 60 ans du Ministère de la Culture, entre ambitions et déceptions

La soixantième année d'existence du ministère de la Culture fut célébrée cet été rue de Valois. L'occasion est faite pour rendre compte des enjeux de ce ministère si particulier et qui fait l'objet de critiques sur son tournant libéral de la politique culturelle en France.

C'est à l'été 1959 que le ministère de la Culture tel qu'on le connaît fut créé, par le décret du 24 juillet 1959. La beauté du texte juridique, rédigé par André Malraux lui-même, décrète qu'un ministère en charge des affaires culturelles « a pour mission de rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français ; d'assurer la plus vaste audience à notre patrimoine culturel, et de favoriser la création des œuvres de l'art et de l'esprit qui l'enrichissent. »

### L'interventionnisme culturel inhérent à la puissance publique

A cette époque, la France faisait figure d'exception en institutionnalisant la Culture (avec des relais administratifs dans tout le pays), là où d'autres pays européens s'en méfiaient, rappelant leur passé d'art totalitaire (à savoir l'Allemagne ou l'Italie).

La création d'un portefeuille ministériel dédié à la culture n'a été que la suite logique d'une politique interventionniste ancestrale de l'État français. La politique culturelle fut d'abord un outil de rayonnement du pouvoir royal dès la Renaissance où François Ier sauva son règne par les arts et les lettres, lorsque Louis XIII créa les manufactures royales faisant appel aux artistes ou encore le faste architectural de Louis XIV. A partir de la Révolution, la sauvegarde et la valorisation du patrimoine deviennent les principales préoccupations en matière culturelle. Cette ambition trouvera une organisation à la fin du XIXème siècle notamment avec la création du Bureau des travaux d'arts en 1882, qui constituera l'organe principal des sous-secrétariats aux affaires culturelles lors de la IIIème République. C'est véritablement à partir du Front Populaire et sous le ministère de Jean Zay à l'Éducation nationale que l'Etat va entamer des politiques publiques dans les affaires culturelles. En effet, le ministre de l'Éducation nationale et des Beaux-Arts songea à la création d'un ministère dédié à la « vie culturelle », mit en place l'initiation à la culture dans les programmes scolaires et développa le champ d'intervention de l'État par le biais de subventions, d'aides publiques et de lois (il est à l'origine des droits d'auteurs, de plusieurs musées, des bibliobus, d'un projet de statut du cinéma ou encore du Festival de Cannes). L'œuvre de Jean Zay fit les prémices du ministère de la Culture tel qu'on le connaît aujourd'hui. Celle-ci s'inscrivait dans l'idéal républicain où la démocratie est aussi culturelle, avec le déploiement de moyens pour l'éducation culturelle et artistique, élément substantiel dans la formation du citoyen.

> « L'ambition républicaine veut que la culture soit un ferment du changement social »

Cependant, l'existence même d'un tel ministère fait l'objet de débats, notamment dans les pays anglo-saxons où la culture est d'abord une affaire privée. Les libéraux diront que le marché fournit les biens culturels dont les consommateurs ont besoin (mais encore faut-il avoir accès à ce marché). La culture de masse (celle des grandes industries culturelles) s'agrège naturellement aux lois du marché car elle répond aux besoins de satisfaction des consommateurs. Or, la culture dite « cultivée » (celle qui fait appel au symbolique et incite à sortir de sa condition) ne peut répondre à la logique marchande et n'a pas pour finalité le profit. Donc, seul un portefeuille public peut (voire doit ?) supporter de tels investissements, puisque l'ambition républicaine veut que la culture soit un ferment du changement social, qu'importe le coût, qu'importe que tel musée ou telle exposition « marche » ou non.

### 60 ans après, un ministère sous le feu des critiques

Depuis deux décennies, l'économicisation des politiques culturelles rampe dans les couloirs du ministère où l'on mêle les baisses de dotations (aux services déconcentrés et aux collectivités territoriales en matière culturelle) et le recours au mécénat privé. C'est alors un bilan mitigé pour les 60 ans du ministère. Elle semble loin l'époque des grands travaux, des grandes ambitions culturelles entamées par André Malraux ou Jack Lang. On se demande même s'il ne serait pas temps pour ce ministère de prendre sa retraite à l'heure où les industries du numériques comme Netflix ou YouTube deviennent (sur)puissantes. C'est un bilan mitigé lorsque l'Etat recourt à un animateur vedette pour organiser un « loto » afin de sauver notre patrimoine.

> « Les expositions "blockbusters" sont significatives de l'évolution libérale des politiques culturelles, dans le sens où elles anticipent la demande de consommation culturelle »

Reconnaissons qu'il serait facile de jeter l'opprobre sur les ministres de la Culture qui, sauf exception, s'effacent derrière la présidence de la République ; car qui peut citer plus de 3 ministres de la Culture depuis 1959 ? Si je vous cite les immenses Maurice Druon, Françoise Giroud ou Catherine Tasca, je le fais grâce à Wikipédia… Au fond, cela montre que rares sont les ministres de la Culture qui s'affirment dans un Gouvernement. Les plus emblématiques tels que Malraux et Lang ont marqué la pierre de la rue de Valois du fait de leur proximité personnelle avec les locataires de l'Élysée. En effet, l'exception culturelle débute déjà par la mainmise présidentielle dans les affaires culturelles. La fonction de président de la République oblige celui qui l'occupe à s'intéresser à la question culturelle. Cela s'est vérifié par des présidences parfois très enclines à la culture, notamment sous Pompidou, Mitterrand et Chirac, qui ont stimulé la création artistique et entamé des projets souvent éponymes (Centre Pompidou, Bibliothèque François Mitterrand, Musée du Quai Branly-Jacques Chirac). Ces impulsions s'inscrivent dans une volonté d'universaliser l'accès à la culture et qu'importe le coût ou les oppositions sur les choix pris par leurs initiateurs.

Aujourd'hui, les professionnels et amoureux de l'univers culturel réprouvent le tournant libéral du ministère de la Culture. Comme évoqué plus haut, le mécénat privé (renforcé par la loi Aillagon de 2003) suscite le rejet quand on sait qu'il constitue une niche fiscale pour les entreprises (déductions et allègements fiscaux). Dans une autre mesure, les méga-expositions (par exemple les expositions Louis Vuitton, Toutânkhamon) extrêmement médiatisées attirent, certes, la foule, mais qualitativement il n'y a pas de travaux pour évaluer les types de populations qui s'y rendent. De plus, une certaine concurrence s'agite entre les musées publics et les fondations privées sur ces expositions de masses et sur l'affluence qu'elles peuvent engendrer. Enfin, ces expositions « blockbusters » sont significatives de l'évolution libérale des politiques culturelles, dans le sens où elles anticipent la demande de consommation culturelle, alors qu'elles devraient susciter la curiosité et l'interrogation des visiteurs.

### Le ministère de la Culture, une passion française

Outre les débats autour des types de politiques culturelles à adopter, retenons que l'effort d'un accès universel à la culture n'est pas commun à tous les États et toutes les sociétés (on compte une vingtaine de ministères de la Culture dans le monde). Le pacte républicain autour de la culture est inhérent à la société française. Malgré les craintes suscitées sur l'avenir de ce ministère, celui-ci ne pourra être amené à disparaitre, rien que pour la symbolique qui marquerait un recul de notre vision de la gestion des affaires publiques et de la société.

Au-delà des algarades sur son existence, le ministère de la Culture organise, pour son soixantième anniversaire, toute une série d'évènements et d'expositions jusqu'à la fin 2019[1]. Dès lors, je vous recommande l'exposition « Regards photographiques » au Palais-Royal (où se situe le ministère) qui se terminera le 22 septembre prochain (profitez également des Journées européennes du Patrimoine des 21-22/09 pour le visiter !) ; mais aussi la lecture-spectacle autour des grands textes de la Culture qui se tiendra mi-octobre à la Sorbonne, et surtout la nocturne dédiée à André Malraux au Louvre le 2 novembre 2019.

Julien Robin, M1 Politiques Publiques

1 La programmation est à retrouver ici : http://www.culture.gouv.fr/Presse/Dossiers-de-presse/La-programmation-des-60-ans-du-ministere-de-la-Culture

# Donne des cours

Du primaire au supérieur

Teach'r

# Prends des cours

Stats, Micro, VBA,...

DISPONIBLE SUR Google Play

Télécharger dans l'App Store